



02.065

**Genetische Untersuchungen  
beim Menschen. Bundesgesetz****Analyse génétique humaine.  
Loi fédérale***Differenzen – Divergences*

## CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.03.04 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.03.04 (FORTSETZUNG - SUITE)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.03.04 (FORTSETZUNG - SUITE)  
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 16.06.04 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.09.04 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)  
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 04.10.04 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.10.04 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)  
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 08.10.04 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 08.10.04 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

**Randegger** Johannes (RL, BS), für die Kommission: Wir haben in der Vorlage noch eine Differenz zum Ständerat. Wenngleich sie drei Artikel betrifft, so geht es doch materiell um das Gleiche. Wir sind beim Gesetz "Genetische Untersuchungen beim Menschen" im 3. Abschnitt, im Bereich der Medizin.

Im Speziellen geht es in Artikel 17 um die Information und um Beratungsstellen für pränatale Untersuchungen. Dieser Artikel ist auch der Schlüsselartikel in dieser Frage. In der Version unseres Rates weicht Artikel 17 von der Formulierung des Bundesrates ab, indem er zum Ausdruck bringt, dass den werdenden Eltern neben den allgemeinen Informationen auch eine unabhängige Beratung angeboten wird, die sich der psychosozialen Begleitumstände pränataler Untersuchungen annimmt. Diese Beratung und Begleitung kann nach Ansicht der Kommission im Rahmen der bestehenden Beratungsstrukturen für Schwangere eingerichtet werden.

Dieses Anliegen wird auch vom Bundesrat in der Botschaft auf den Seiten 7419 und 7420 anerkannt und in Artikel 14 "Genetische Beratung im Allgemeinen" und in Artikel 15 "Genetische Beratung bei pränatalen genetischen Untersuchungen" aufgenommen, indem den Ärztinnen und Ärzten die Beratungstätigkeit vorgeschrieben wird. Unser Rat will mit seiner Version von Artikel 17 klar weiter gehen als der Bundesrat und neben der genetischen Beratung auch eine psychosoziale Beratung und Begleitung vorsehen.

Die Kommission des Ständerates wollte die Formulierung des Nationalrates abschwächen, also nur informieren und beraten in allgemeiner Weise. Im Plenum wurde dann aber aufgrund eines Minderheitsantrages der Version des Bundesrates zugestimmt, und zwar aus den folgenden beiden Gründen: Einerseits stellte der Ständerat fest, dass man den Kantonen nicht ständig Vorschriften machen dürfe, ohne die finanziellen und personellen Konsequenzen zu kennen, und andererseits sei bei der blossen Information den betroffenen Paaren ja auch Gelegenheit geboten, Fragen zu stellen.

Dieser Argumentation hat sich die Mehrheit der WBK des Nationalrates nicht angeschlossen. Die Kommission setzte sich in der ersten Beratungsrunde sehr intensiv mit der Thematik auseinander. Die Mehrheit ist der Auffassung, dass in diesem sehr sensitiven Bereich, der übrigens auch von praktisch allen Frauenorganisationen angesprochen wird, die geforderte psychosoziale Beratung und Begleitung notwendig ist. Zudem stellt die Mehrheit der Kommission fest, dass die in allen Kantonen eingeführten Schwangerschaftsberatungsstellen diese Beratung ohne grossen Mehraufwand übernehmen können.

Für die Minderheit der Kommission zählt vor allem das Kostenargument. Sie will aber auch einen Beratungsaufwandsautomatismus gemäss Artikel 17 verhindern und erinnert daran, dass jährlich doch etwa 140 000 Ultraschalluntersuchungen vorgenommen werden. Sie befürchtet, dass diese dann zu einem Anstieg der Beratungstätigkeit führen könnten.

Aufgrund der klaren Mehrheit von 13 zu 8 Stimmen bei 2 Enthaltungen empfehle ich Ihnen, festzuhalten und den Antrag der Minderheit Ineichen abzulehnen.





**Simoneschi-Cortesi Chiara (C, TI)**, pour la commission: La commission a analysé les divergences avec le Conseil des Etats relatives à cette loi importante, à sa séance du 3 septembre 2004. Il est réjouissant de constater que le Conseil des Etats a suivi presque totalement les décisions du Conseil national. Cela signifie que notre conseil a accompli un travail approfondi. Il reste cependant une unique divergence aux articles 15 et suivants, qui est très importante et que la majorité de la commission vous demande de maintenir.

Il s'agit de l'information et du conseil à la femme enceinte et à son partenaire quand on procède à des analyses génétiques prénatales, en particulier à celles visant à évaluer un risque. Dans ces cas très délicats, le projet du Conseil fédéral et la version votée par les deux conseils prévoient que la femme enceinte puisse accéder à une information supplémentaire. La divergence entre la version de notre conseil et celle du Conseil fédéral consiste simplement en l'appellation différente des offices. Le Conseil fédéral parle d'"office d'information" et le Conseil national parle d'"office d'information et de conseil".

Voilà quelques arguments pour la formulation de la majorité de la commission.

Selon l'article 14, qui règle le conseil génétique en général pour toutes les formes d'analyses génétiques, l'analyse doit être précédée et suivie d'un conseil génétique donné par une personne qualifiée. Dans le cas de la femme enceinte qui doit décider de faire ou non une analyse prénatale ou une analyse visant à évaluer un risque, de faire valoir ou non son propre droit à ne pas savoir, de se soumettre ou non à une interruption de grossesse, les problèmes éthiques, de conscience, les incertitudes, les angoisses sont encore plus grands chez cette femme que dans le cas d'une analyse génétique présymptomatique. C'est pour cette raison que le Conseil fédéral et les Conseils ont décidé en matière d'analyses prénatales une possibilité de conseil supplémentaire pour les femmes enceintes. L'article 15 alinéa 2 introduit en effet la réglementation suivante: "Lorsque l'analyse proposée ne peut .... être suivie d'aucun traitement thérapeutique .... la femme doit en être avertie; elle doit en outre être informée de la possibilité de s'adresser à un office d'information en matière d'analyse prénatale."

Dans le message, aux pages 6896 et suivantes, on explique de manière exhaustive pourquoi les femmes enceintes ont besoin d'une offre supplémentaire et indépendante d'information et de conseil et quelle est la différence entre le conseil génétique visé à l'article 14 et celui visé aux articles 15 et suivants. Je cite le message du Conseil fédéral: "Les offices d'information", selon l'article 17, donc celui que nous sommes en train de discuter, "ne sont pas compétents pour effectuer le conseil génétique au sens des articles 14 et 15 du présent projet. Ils doivent informer sur le diagnostic prénatal en général .... (p. ex. présenter les anomalies généralement recherchées, leur fréquence, les différentes méthodes d'analyse existantes, leurs risques, leur signification ....) et aussi répondre aux questions." Le message continue en disant qu'"on ne peut exclure des demandes de précision plus individuelles et des questions détaillées de la part des personnes qui s'adresseront à eux en proie au désarroi, voire à l'angoisse. Dans ce contexte, les offices d'information ne pourront pas toujours renvoyer au médecin et ils doivent donc être aptes à gérer quelque peu de telles situations .... On ne peut pas attendre d'un gynécologue qu'il discute des possibilités de contacter des associations de parents d'enfants handicapés ou de groupes d'entraide. Cette tâche doit revenir aux offices d'information."

Pour toutes ces raisons, la commission et le Conseil national ont décidé au mois de mars de compléter le nom de ces "offices d'information" par "offices d'information et de conseil", avec la conviction que cette dénomination des offices était bien plus appropriée, surtout si l'on considérait les services qu'ils devraient offrir aux femmes enceintes et à leurs partenaires en cas d'analyse génétique prénatale problématique.

Bien que tout le monde semble partager ces préoccupations, les discussions, soit au Conseil des Etats, soit en

AB 2004 N 1249 / BO 2004 N 1249

commission, se sont plutôt bloquées sur la question des coûts de ces offices. Bien que le message soit très clair, bien que la formulation de l'article 17 soit aussi très claire, on craint une explosion des coûts. C'est surtout la minorité de la commission qui craint cela. A ce propos, je ne peux que répéter ce qui est écrit dans le message et ce qui a été discuté et présenté en commission. A l'article 17 alinéa 1, on dit que les cantons veillent à la mise sur pied d'offices d'information avec ces tâches. Cette formulation s'inspire de l'article 171 du Code civil relatif aux offices de consultation conjugale. Le terme "veillent à" signifie que les cantons jouissent d'une grande liberté dans l'exécution de leur mandat. Si un canton dispose déjà de plusieurs offices d'information, publics ou privés, il ne doit pas en créer de nouveaux.

A l'article 17 alinéa 2, il est dit encore que les cantons "peuvent créer ces offices en commun ou confier les tâches .... aux centres de consultation reconnus en matière de grossesse". Je vous rappelle que la loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse date de 1981 et que, dans tous les cantons, il y a des centres de consultation. En plus, les cantons peuvent aussi créer un office en commun. Cette réglementation a été largement approuvée lors de la procédure de consultation.



Pour toutes ces raisons, la majorité de la commission, par 13 voix contre 8 et 2 abstentions, vous demande d'en rester à la formulation décidée au mois de mars dernier, c'est-à-dire qu'aux articles 15, 16 et 17, on prévoit des "offices d'information et de conseil".

**Ineichen** Otto (RL, LU): Manchmal habe ich den Eindruck, dass wir hier im Parlament den Realitätssinn verlieren.

Stellen Sie sich vor, Sie würden dies morgen in Anspruch nehmen und Sie würden sich vorher als Mann und Frau vollends informieren, worum es eigentlich geht: Wozu brauchen wir heute noch weitere Informationen? Es geht doch schlicht darum, neue Arbeitsplätze, neue Stellen zu schaffen.

Was mich noch mehr stört: Wir überbürden den Kantonen wieder neue Aufgaben. So kann es doch letztlich nicht weitergehen. Ich glaube, es ist im Gesetz genau geregelt, was zu tun ist. Ich wehre mich vehement dagegen, dass hier neue Beratungsstellen geschaffen werden.

Deshalb möchte ich Sie bitten, dem Minderheitsantrag zuzustimmen.

**Häberli-Koller** Brigitte (C, TG): Die CVP-Fraktion ist für Festhalten an der nationalrätlichen Fassung. Es ist nämlich wichtig zu wissen, dass die Kantone diese Beratungen im Rahmen der bestehenden Schwangerschaftsberatungen anbieten können und dies auch tun werden. Es geht hier natürlich nicht um die genetische Beratung durch die Mediziner, sondern um eine allgemeine Beratung zu genetischen Tests. Es geht bei diesen Informations- und Beratungsstellen um Hilfeleistungen und Vermittlung von Kontakten. Es geht darum, dass diese Stellen Personen in schwierigen Situationen helfen. Wie gesagt, diese Informations- und Beratungsstellen bestehen ja bereits, und die Kantone können solche Stellen auch gemeinsam betreiben.

Dieses Angebot ist von der genetischen Beratung im Sinne der Artikel 14 und 15 zu unterscheiden. Diese soll unter der Aufsicht geschulter Ärztinnen und Ärzte erfolgen, da es sich dort um die medizinische Interpretation genetischer Daten handelt. Die Information und die Beratung, die von den Kantonen gewährleistet werden, und die ärztliche Beratung, die von den Krankenkassen bezahlt wird, sollen einander ergänzen. Das macht Sinn.

Ich bitte Sie deshalb, die Mehrheit zu unterstützen.

**Graf** Maya (G, BL): Ich möchte Ihnen im Namen der grünen Fraktion beantragen, hier der Mehrheit zu folgen und an unserem Beschluss festzuhalten. Worum geht es? Es geht darum, dass bei pränatalen Risikoabklärungen und pränatalen genetischen Untersuchungen eine unabhängige Beratung gewährleistet ist. Dies ist ein grosses Anliegen von Frauen, und viele Frauenorganisationen haben sich dazu positiv geäussert. Um es nochmals festzuhalten: Es geht hier nicht darum, neue Stellen zu schaffen. Es geht darum, in diesem Gesetz festzuhalten, dass in einer solchen schwierigen Situation unabhängige Beratungs- und Informationsstellen für Paare und Frauen zur Verfügung stehen sollen. Denn bei einer Schwangerschaft liegen Freude und Angst sehr nahe beieinander.

Ich sage noch einmal ein Wort dazu, was psychosoziale Beratung soll, weil das anscheinend gerade dem Ständerat nicht sehr klar ist: Psychosoziale Beratung hat zum Grundsatz, Menschen nach der Informationsvermittlung auf ihrem Weg zur Entscheidungsfindung zu begleiten. Dabei wird ihre persönliche Situation bewertet, es wird das Material zusammengetragen, und es wird mit der betroffenen Frau bzw. mit dem Paar ein Entscheid gefällt. Es geht also darum, dass das Paar bzw. die Frau den Entscheid selbst fällen kann. Wenn der Arzt oder die Ärztin die genetische Beratung macht, ist das Gefälle zu ihm oder zu ihr gross, da er oder sie die Information und das Wissen allein hat und nur dieses weitergibt. Im Unterschied dazu ist die Beratung, die unabhängig erfolgen soll, eben sehr wichtig.

Wir beantragen Ihnen daher, hier festzuhalten und dieses wichtige Anliegen zu unterstützen.

**Widmer** Hans (S, LU): Im Namen der SP-Fraktion bitte ich Sie, der Kommissionmehrheit zuzustimmen und ebenfalls an der Fassung des Nationalrates festzuhalten.

Aus folgenden Gründen wollen wir, dass die Hinweise auf die Informations- und Beratungsstellen im Gesetz wie gesagt in den Artikeln 15, 16 und 17 verankert werden: Es entspricht dem Geist des Gesetzes, dass die Menschen, die mit Gentests in Berührung kommen, sehr ernst genommen werden. Im Zusammenhang mit der pränatalen Risikoabklärung muss sich dieser – ich sage es hier sehr gerne und lobe das Gesetz – humanistisch geprägte Grundgeist des Gesetzes ganz konkret bewähren, geht es doch zunächst in diesem ganzen komplexen Bereich um die Beratung von Frauen, welche sich vor die schwierige Frage gestellt sehen könnten, ob sie überhaupt pränatale Diagnosen in Anspruch nehmen wollen oder nicht. Da kann doch eine Beratung kein Luxus sein – eine Beratung vor einer allfälligen genetischen Untersuchung.

Es geht aber auch um die Beratung jener Frauen, die nach einer pränatalen genetischen Untersuchung allen-



falls mit Befunden konfrontiert werden, welche sie unter Umständen vor die Entscheidung stellen, eine Abtreibung ins Auge fassen zu müssen oder trotz allem – aus welchen Gründen auch immer – das Kind auszutragen. Das ist weiss Gott keine einfache Entscheidung, und da kann doch die Beratung erst recht kein Luxus sein. Da kann die rein betriebswirtschaftliche Rechnung und die Optik des Ständerates, der allein von Kantonsbudgets ausgeht, doch nicht das einzige Kriterium sein. Denn die Frau, welche unter Umständen vor einem sehr belastenden Dilemma steht, kann zunächst durch ein partnerschaftliches Beratungsgespräch entlastet und sodann in einem schwierigen Entscheidungsprozess unterstützt werden.

Als Gesetzgeber müssen wir alles nur Erdenkliche tun, damit die Menschen unserer Zeit ihre Entscheidungsfreiheit vor dem Hintergrund einer sich immer schneller entwickelnden medizinischen Technik noch irgendwie bewahren können. Diese Freiheit müssen sie aber auch ihrem gesellschaftlichen Umfeld gegenüber wahren können – einem Umfeld, das sich immer mehr dadurch charakterisiert, dass es einen gewissen Druck ausübt: Ich denke vor allem an die Versicherungen und an den Druck, welche diese auf die ganze Gesellschaft ausüben. Ich denke eben vor allem, dass es einen gewissen Druck gibt, nur garantiert hundertprozentig gesundes vorgeburtliches Leben leben zu lassen. In dieser Drucksituation wollen wir – über die Beratungsstellen – eine gewisse Unabhängigkeit haben.

Denken wir weiter daran, dass diese Informations- und Beratungsstellen – das wurde gesagt – bei den Kantonen bereits etabliert sind und dass wir eben nur Beratung, nicht aber

AB 2004 N 1250 / BO 2004 N 1250

Therapie verlangen. Denken wir auch daran, dass dies durchaus prophylaktisch sein kann. Dadurch können sogar die Kassen entlastet werden: wenn Leute nicht unnötig in eine Stresssituation hineinkommen, nachher psychisch krank werden und dann wirklich noch zu einem anderen Arzt oder einer anderen Ärztin gehen müssen, der oder die sie allenfalls psychiatrisch zu behandeln hat.

Ich bitte Sie im Sinne des humanistischen Geistes dieses Gesetzes, am nationalrätlichen Beschluss festzuhalten.

**Noser Ruedi (RL, ZH):** Ich bitte Sie, dem Antrag der Minderheit Ineichen beziehungsweise dem, was der Ständerat beschlossen hat, zuzustimmen. Wir sind uns hier in diesem Rat darüber einig, dass Information sehr wichtig ist und dass auch Beratung stattfinden soll. Wer in einer solchen Situation steckt, sollte diese Möglichkeit haben. Schwierigkeiten haben wir aber damit, dass unabhängig davon, ob eine Beratung nötig ist oder nicht, jedermann verpflichtet sein soll, sich einer solchen zu unterziehen. Wir haben ja heute schon die Situation der pränatalen Untersuchungen; denken Sie an die Ultraschalluntersuchungen. Wenn wir hier die gleichen Pflichten auferlegen würden, dann würden wir eine riesige Flut von Beratungen auslösen. In diesem Sinne möchten wir dafür plädieren, dass Sie für die Minderheit stimmen – Information ja, Beratung ja, aber nur dort, wo sie nötig ist.

**Blocher Christoph, Bundesrat:** Artikel 15 ist im Zusammenhang mit den Artikeln 16 und 17 zu sehen. Wenn Sie in Artikel 17 beschliessen, dass die Kantone verpflichtet sind, nicht nur Informationsstellen, sondern auch Beratungsstellen aufzubauen, gibt es auch eine andere Formulierung in den Artikeln 15 und 16. Dies hängt davon ab, was Sie oder der Ständerat und der Bundesrat beantragen. Der Bundesrat möchte wie der Ständerat am ursprünglichen Text festhalten und hier nicht die Beratungen in den Mittelpunkt stellen, sondern die Informationen.

Worum geht es? Es geht darum, dass in schwierigen Fällen natürlich die Information und die Beratung ein fließender Prozess ist. Das ist nicht so klar voneinander trennbar. Sie sehen – Sie haben es im Votum von Herrn Widmer von den Sozialdemokraten gehört –, Herr Widmer hat gesagt, es dürfe jedenfalls nicht Therapie sein; bei der Beratung ist natürlich wieder eine neue Grauzone vorhanden: Was ist Beratung, und was ist Therapie?

Der Bundesrat wie der Ständerat sind der Meinung, man müsse in diesem Text klar sagen, worum es geht, nämlich um die Information. Darauf ist allerdings zu sagen, dass der Bundesrat im Bundesblatt den Begriff der Information auch ausgedeutet hat: Dieser geht natürlich sehr weit in Richtung der Beratung. Wenn Sie hier jetzt zu der Information noch extra "Beratung" schreiben, geht das über die Beratung hinaus, wie sie für den Bundesrat im Begriff "Information" enthalten ist. Das geht dann sehr weit. Wir sind der Meinung, dass diese Beratung – wenn Sie sie hier ausdrücklich erwähnen – ohne spezialärztliches oder fachpsychologisches Wissen nicht möglich ist. Darin liegt natürlich auch die Angst der Kantone. Darum hat sich auch der Ständerat für die blossen Information ausgesprochen, denn sonst müsste wie erwähnt spezialärztliches und fachpsychologisches Wissen vorhanden sein. Das würde zu einem Ausbau namentlich der Schwangerschaftsberatungsstellen füh-



ren, und zwar würde dies stark in den ärztlichen Bereich führen. Die Kantone wären jedoch überfordert, dieses spezialisierte Fachberatungswissen extra für diese Beratungsstellen, wie Sie es wollen, zu schaffen.

Wir bitten Sie, wie der Ständerat beim Begriff "Informationsstellen" zu bleiben, wobei Sie aber davon ausgehen können, dass im Begriff "Informieren in allgemeiner Weise" auch Informationen über die Häufigkeit und Art der diagnostizierbaren Störungen, die verschiedenen Untersuchungsarten, die Risiken, die Aussagekraft, die Kosten und die Stellen, an die man sich wenden kann, enthalten sind.

Ich bitte Sie im Namen des Bundesrates, dem Beschluss des Ständerates zu folgen.

**Simoneschi-Cortesi** Chiara (C, TI), pour la commission: Je vois que toutes les discussions qu'on a eues et que tout ce que je vous ai cité du message du Conseil fédéral n'a servi à rien. J'ai cité le Conseil fédéral parce qu'il est très clair dans son message. Quelles sont les tâches de ces offices d'information et de conseil? Monsieur Ineichen dit: "Mais pourquoi faut-il avoir plus d'information?" Je vous prie, cher collègue, de lire l'article 15 alinéas 2 et 3. On dit à l'alinéa 2: "Lorsque l'analyse proposée ne peut selon toute probabilité être suivie d'aucun traitement thérapeutique .... la femme doit en être avertie; elle doit .... être informée de la possibilité de s'adresser à un office d'information en matière d'analyse prénatale." De même, on dit à l'alinéa 3: "En cas de découverte d'une grave anomalie incurable, la femme doit être informée sur les solutions autres que l'avortement." On est alors en présence de cas très graves: une femme enceinte qui porte donc un enfant et doit faire une analyse; elle n'a pas besoin seulement du conseil du médecin. Le projet du Conseil fédéral dit que, s'il y a un problème car l'enfant ne peut être guéri et que la femme doit se décider à avorter, elle a le droit d'avoir recours à un office d'information.

On dit très bien – je l'ai dit avant, et je le répète pour Monsieur Ineichen – à la page 6896 du message, ce que fait exactement cet office d'information. Il doit informer en général sur toutes les questions qu'une femme et son partenaire se posent. Donc, si vous voulez dire que c'est seulement de l'information, c'est bien. Mais souvent, quand on répond à une question, ce n'est pas seulement une réponse qu'on donne, mais c'est aussi un conseil. C'est seulement ça que nous voulons. Nous voulons simplement être sûrs – et le projet de loi le dit à l'article 15 alinéas 2 et 3 – que les femmes auront la possibilité, après avoir discuté avec le médecin, de pouvoir avoir des informations sur toute la question, sur les décisions à prendre.

Dans le message, passage que je n'ai pas cité, à la page 6896, on dit encore: "Leur rôle n'est pas de donner un conseil génétique au sens des articles 14 et 15, mais de fournir des explications complémentaires à celles données par le médecin." Je prends l'exemple, qui est aussi cité dans le message, de donner une information sur les associations de parents d'enfants handicapés ou sur d'autres associations.

Il n'est pas vrai, comme Monsieur Ineichen l'a dit, qu'il y aura plus de places de travail. D'après la loi de 1981, il y a déjà dans les cantons des centres de consultation en matière de grossesse; ces centres de consultation doivent aussi aider la femme en cas d'avortement. Donc, on a déjà ces offices d'information et de conseil, parce que l'information et le conseil, cela va ensemble. Ce n'est donc pas une tâche supplémentaire. C'est une tâche qui est déjà réalisée dans les cantons et qu'on doit offrir aux parents face à une situation qu'on peut qualifier parfois, je pense, de désarroi et d'angoisse.

Je vous prie donc de suivre la majorité.

En effet, l'appellation que nous avons donnée de l'office d'information est plus exacte et plus appropriée parce que dans les cantons, les offices de conseil en matière de grossesse s'appellent "de conseil". Donc, si vous adoptez ici la dénomination "office d'information et de conseil", vous ne ferez rien d'autre que d'entériner ce qui existe déjà.

## **Bundesgesetz über genetische Untersuchungen beim Menschen Loi fédérale sur l'analyse génétique humaine**

### **Art. 5 Abs. 2; 13 Abs. 1; 14 Abs. 3**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

### **Art. 5 al. 2; 13 al. 1; 14 al. 3**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*





AB 2004 N 1251 / BO 2004 N 1251

**Art. 15 Abs. 2; 16 Bst. d; 17 Titel, Abs. 1, 3**

*Antrag der Mehrheit*

Festhalten

*Antrag der Minderheit*

(Ineichen, Fattebert, Freysinger, Kunz, Noser, Rutschmann)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

**Art. 15 al. 2; 16 let. d; 17 titre, al. 1, 3**

*Proposition de la majorité*

Maintenir

*Proposition de la minorité*

(Ineichen, Fattebert, Freysinger, Kunz, Noser, Rutschmann)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

**Präsident** (Binder Max, Präsident): Über die Artikel 15, 16 und 17 stimmen wir in einer gemeinsamen Abstimmung ab.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit .... 83 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit .... 76 Stimmen

**Art. 18 Abs. 4; 19; 20 Abs. 2; 28 Abs. 1 Bst. a; 34 Abs. 2, 3**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

**Art. 18 al. 4; 19; 20 al. 2; 28 al. 1 let. a; 34 al. 2, 3**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

**Le président** (Binder Max, président): J'ai le plaisir de souhaiter un bon anniversaire à notre collègue Luc Recordon. Mes meilleurs voeux l'accompagnent. (*Applaudissements*)